

FICHE AMENDEMENT

PARTIE I, TITRE I: DEFINITION AND OBJECTIFS DE L'UNION – TEXTE REVISE

Proposition d'amendement à l'Article : I-3 (4) 4^{ème} paragraphe : Les objectifs de l'Union

Déposée par : **M. J. CHABERT**
M. M. DAMMEYER
M. P. DEWAEL
Mme C. du GRANRUT
M. C. MARTINI
M. R.L. VALCARCEL SISO

Qualité : - Membre - Suppléant - Observateur

3. L'Union œuvre pour une Europe du développement durable fondé sur une croissance économique équilibrée, avec une économie sociale de marché visant le plein emploi et le progrès social.

Elle vise un niveau élevé de protection et d'amélioration de la qualité de l'environnement. Elle promeut le progrès scientifique et technique.

Elle combat l'exclusion sociale et promeut la justice et la protection sociale, l'égalité entre femmes et hommes, la solidarité entre les générations et la protection des droits des enfants.

Elle promeut la cohésion économique, sociale et territoriale, **la coopération transfrontalière et inter-territoriale** et la solidarité entre les États membres.

L'Union respecte la richesse de sa diversité culturelle et linguistique, et veille à la sauvegarde et au développement du patrimoine culturel européen.

Explication éventuelle :

La coopération transfrontalière et inter-territoriale (y compris la coopération des régions et des villes) a une longue tradition en Europe. En effet, elle a été dès le début de l'intégration européenne un moyen crucial pour établir progressivement un espace européen sans frontières.

La coopération transfrontalière et inter-territoriale offre une valeur ajoutée très forte pour l'Union et pour le citoyen:

- une **valeur ajoutée politique** (contribution à l'intégration européenne, convergence entre les régions, compréhension mutuelle, préparation de l'adhésion de nouveaux membres);
- une **valeur ajoutée institutionnelle** (familiarisation avec les diverses structures et compétences administratives, concrétisation de la subsidiarité et des partenariats);

- une **valeur ajoutée économique** (par exemple, revitalisation d'espaces économiques régionaux traditionnels, divisés par des frontières nationales au cours du XX^e siècle, coopération entre petites et moyennes entreprises, universités, création d'emplois, infrastructures communes, renforcement des potentialités spécifiques de la région);
- une **valeur ajoutée socioculturelle** (par exemple, connaissances linguistiques, coopération en dépit des différences entre les partenaires, tolérance à l'égard d'autres cultures, méthodes de travail, minorités).

Ce sont les raisons pour lesquelles l'Union devrait intégrer la promotion de cette forme de coopération européenne dans ses objectifs fixés à l'article 3.

D'ailleurs, l'intégration de la coopération transfrontalière dans le Traité constitutionnel a été proposée maintes fois lors de la session de travail de la Convention sur la dimension régionale et locale le 7 février 2003 (CONV 548/03) et dans plusieurs contributions, et notamment :

- le rapport du groupe de contact "Collectivités territoriales" (CONV 523/03)
- le rapport du Parlement européen ("rapport NAPOLITANO" - CONV 517/03),
- les contributions écrites de plusieurs membres de la Convention, à savoir, celles de M. HELMINGER (CONV 564/03) et M TEUFEL (CONV 530/03).